

— Bénéficiaire des avantages de la déduction fiscale sur les investissements dont la période d'application se termine le 31 mai ;

— La crainte de mesures de restriction plus sévères ;

— La crainte d'une dévaluation ;

— Et le sentiment que les mouvements sociaux ne connaîtraient pas une grande ampleur.

De ce fait, les capitalistes, dans la mesure où le contrôle des changes les empêchait de transférer la totalité de leurs capitaux à l'étranger, ont été poussés à investir tout ce dont ils disposaient. Par ailleurs, pour se protéger de la hausse des prix qui aurait suivi une éventuelle dévaluation, les consommateurs les plus aisés suscitérent une demande de consommation supplémentaire, de nature, elle aussi, spéculative.

Autre signe caractéristique de la surchauffe artificielle : en mars, le Ministre des Affaires Sociales estimait que l'activité économique était freinée par la « pénurie de main-d'œuvre » ! Il faut évidemment s'entendre : il y avait 224.000 chômeurs recensés (soit 350 à 400.000 chômeurs réels) fin mars. Mais, soit que leur qualification ne soit pas recherchée, soit qu'ils se refusent à émigrer vers les régions où se manifestaient ces besoins de main-d'œuvre, l'ajustement de l'offre et de la demande sur le marché du travail ne se réalisait pas. Ainsi a-t-on vu des entreprises augmenter les horaires de travail, mais aussi allonger les circuits de ramassage ou organiser elles-mêmes des stages de formation professionnelle.

Notons au passage qu'une telle situation était objectivement très favorable au développement de luttes revendicatives victorieuses et qu'après la capitulation sans combat de Tilsitt, les perspectives référendaires, acceptées sans hésitation par les directions traditionnelles, sont venues fort opportunément en détourner l'attention.

Dans ces conditions, il faut bien comprendre deux faits :

1° le niveau élevé de la demande, étant lié à des raisons essentiellement **spéculatives**, il en résulte que l'expansion actuelle, qui a entraîné des hausses de productivité, par le biais essentiellement d'une utilisation plus intensive des capacités de production existantes, est **artificielle**, et que les tendances récessionnistes existant depuis février, vont, d'ici peu, apparaître brutalement au grand jour :

2° ce même niveau élevé de demande explique l'apparition de graves difficultés, pour la bourgeoisie, du côté de la balance commerciale.

2) DETERIORATION DE LA BALANCE COMMERCIALE.

Les structures de l'industrie et du commerce extérieur français sont telles en effet que toute phase de croissance économique rapide entraîne une détérioration de la balance des échanges extérieurs. L'augmentation de la production, d'une part, nécessite un accroissement des importations de certains biens qui ne sont pas produits en France, ou en quantité insuffisante, ou encore dans de trop mauvaises conditions de compétitivité. Les exportations, d'autre part, croissent, mais moins vite dans la mesure où les produits industriels français sont en moyenne insuffisamment compétitifs. Le déficit commercial qui en résulte a pour conséquence une diminution des réserves d'or et de devises de la Banque de France, ce qui affaiblit la position du franc.

La balance commerciale est effectivement devenue déficitaire et les réserves françaises ont diminué. Le semi-blocage des salaires imposé à Tilsitt a donc un double sens : d'abord, à moyen terme, donner à la bourgeoisie les profits qui lui sont nécessaires pour investir et moderniser les entreprises afin d'améliorer la compétitivité extérieure de ses produits ; ensuite, à plus court terme,